

qui ont abouti à cette crise du logement. A la page 282 de son quatrième exposé annuel, le Conseil économique du Canada observe:

Ainsi, en 1966 et 1967, les gouvernements ont vu leurs dépenses augmenter plus rapidement que leurs recettes aux taux actuels d'imposition.

Nous en arrivons maintenant au cœur du problème et ce qui a causé la situation dans laquelle nous nous trouvons au sujet du logement. Je dois signaler que les extraits du quatrième exposé du Conseil économique du Canada que je viens de lire ont trait aux dépenses des gouvernements à tous les paliers. Ne disons jamais que le gouvernement fédéral est seul en faute. Mais je crois que, d'après les chiffres donnés dans l'exposé du Conseil économique du Canada, l'augmentation des dépenses du gouvernement actuel a été un élément majeur qui nous a mené à une situation où il n'est plus possible d'obtenir des investissements privés pour le financement de prêts domiciliaires.

A la page 29 du quatrième exposé annuel du Conseil économique du Canada figurent les augmentations de dépenses de tous les gouvernements. Par exemple, dans le cas des biens et services, celles du gouvernement fédéral pour 1966 ont dépassé celles de 1965 de 18,8 p. 100. A l'exclusion de la Défense, les dépenses ont été de 27,1 p. 100 plus élevées en 1966 qu'en 1965. Commentant le budget le 6 juin, le député de Perth (M. Monteith) a laissé entendre que les dépenses du gouvernement fédéral pour 1967 seraient de 20 p. 100 plus fortes que celles de 1966. Nous cherchons à découvrir quels ont été les facteurs de la situation actuelle.

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, pourrais-je poser une question au député?

M. Chatterton: Monsieur l'Orateur, je préférerais répondre aux questions à la fin de mon discours. Nous tentons de déceler la cause de cette situation grave. Le gouvernement a adopté l'attitude qu'il existe une pénurie d'argent. Voilà pourquoi il lui a fallu porter à 8½ p. 100 au maximum le taux d'intérêt sur les prêts concernant la SCHL. J'admetts avec le ministre que cela ne signifie pas que le taux d'intérêt sera de 8½ p. 100. Il s'agit là d'un maximum qui ne sera peut-être pas atteint.

Le gouvernement prétend qu'il y a une disette d'argent et demande: Comment pouvons-nous faire autrement? La question, monsieur l'Orateur, c'est: pourquoi y a-t-il, en fait, disette d'argent? Je voudrais citer des extraits assez étendus du discours de l'honorable député de Perth à prononcé le 6 juin au cours du débat sur le budget parce que l'honorable député a vraiment repéré la cause

[M. Chatterton.]

de cette situation qui fait qu'on ne peut obtenir d'argent à des taux raisonnables pour les prêts domiciliaires. Je cite à la page 1192 du hansard, le 6 juin:

L'autre soir le ministre n'a fait que mentionner en passant l'effet sur les marchés de l'argent, les taux d'intérêt, les affaires internationales et les prix au pays...

Et ainsi de suite. Je cite encore le discours de l'honorable député à la même page du compte rendu:

Tout indique que le gouvernement sera contraint d'emprunter de larges sommes.

J'ai entendu le ministre des Finances (M. Sharp) annoncer, il y a quelques minutes, que cette tendance se faisait sentir partout dans le monde. Je sais que l'Europe et beaucoup de pays occidentaux s'inquiètent surtout de voir que les États-Unis se servent du taux d'intérêt pour relâcher la tension économique. Je crois que les actes du présent gouvernement ont beaucoup aggravé la situation actuelle qui est exposée à subir l'influence d'autres parties du monde. Le geste du gouvernement a directement contribué à créer la situation qui nous empêche aujourd'hui d'obtenir de l'argent à un taux raisonnable pour financer l'habitation, ce qui est essentiel. Je cite encore une fois le discours du futur honorable ministre, qui est actuellement le député de Perth, lequel discours se trouve consigné à la page 1193 du hansard. J'ai dit «futur ministre», et je parle d'un futur prochain.

M. Stewart: Vous voulez certainement dire qu'il va devenir un ecclésiastique.

M. Chatterton: Comme en fait foi la page 1193 du hansard, le député de Perth a dit:

Le ministre a fait remarquer que les prix ont augmenté de 7,3 p. 100 en deux ans. Il est donc clair, monsieur l'Orateur, que le pouvoir d'achat du dollar s'amenuise. En même temps que les prix montent, le gouvernement doit concurrencer l'industrie privée et les hommes d'affaires sur le marché de l'argent, ce qui ne peut que hausser le coût des emprunts.

L'honorable député a ensuite dit, comme on peut le lire à la même page:

...les taux d'intérêt ne baisseront pas.

Plus loin, l'honorable député a dit, comme en fait foi le hansard à la page 1193:

Monsieur l'Orateur, ce qui me préoccupe dans les girations financières du gouvernement, c'est sa parfaite indifférence lorsqu'il s'agit de dépenser l'argent du contribuable.

Nous commençons à cerner les facteurs qui ont causé ou aggravé la pénurie de maisons au Canada. Je vous lirai maintenant quelques passages du *Globe and Mail* du 5 juin que l'honorable député a cités dans son discours.